

L'appréhension de la dimension Santé-Environnement dans le Pays de Brest

Une problématique émergente pour des enjeux d'avenir majeurs



CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Contrat Local de Santé

2019 : Signature du **Contrat Local de Santé (CLS)** du Pays de Brest
Septembre 2020 : Lancement du **diagnostic** sur la SE pour un **nouvel axe du CLS**

Covid-19

Une crise sanitaire **révélatrice** des **problématiques de SE** : mal-logement, bruits, besoin d'extérieur, cadre de vie, etc.

Diagnostic SE Pays de Brest

2020 - 2021 : **Etat des lieux, entretiens** avec des **personnes ressources**, et **enquête** auprès des **élus**

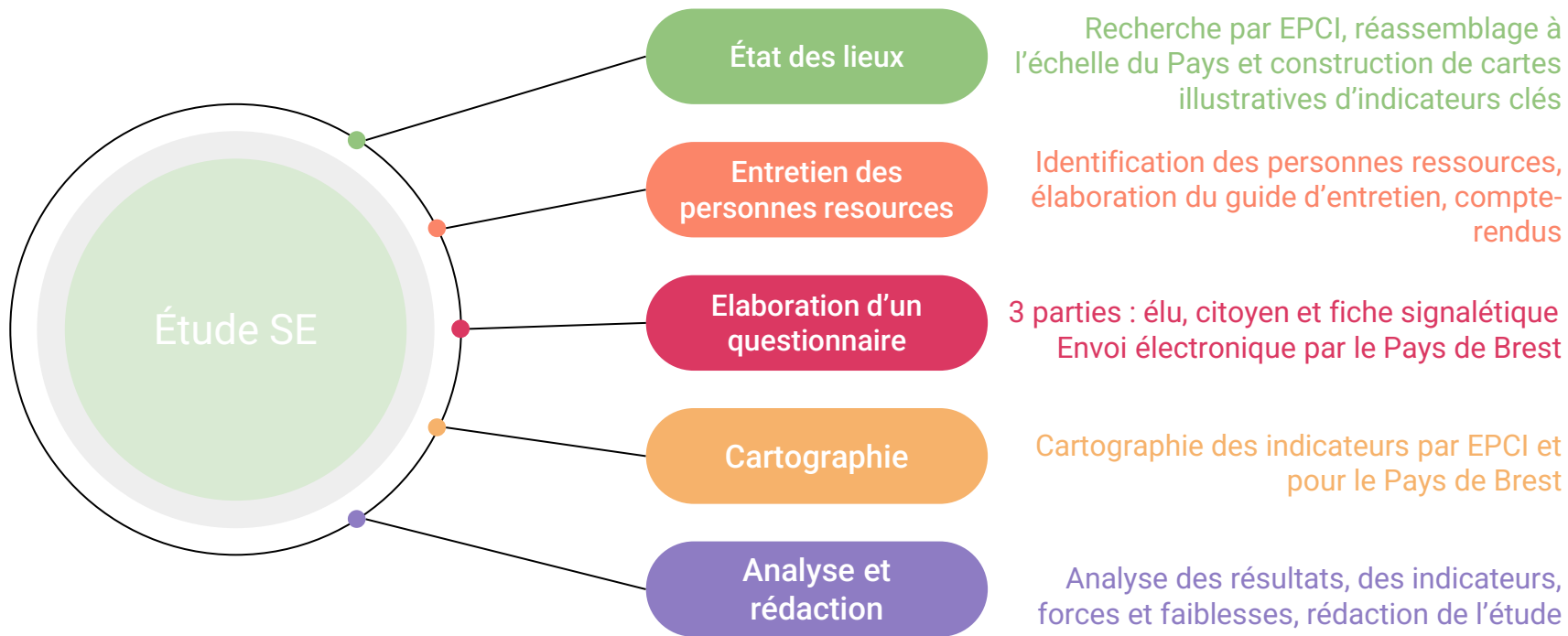


Quels sont les enjeux Santé-Environnement
dans le Pays de Brest aujourd'hui ?

**QUID DES PERCEPTIONS ET CONNAISSANCES RÉELLES
DES ÉLUS DU PAYS DE BREST?**



UNE MÉTHODOLOGIE UNIVERSITAIRE



1. ENTRETIENS AUPRÈS DE PERSONNES RESSOURCES



ENTRETIENS QUALITATIFS

32 entretiens : 36 acteurs, 26 structures

Octobre à novembre 2020

SANTE

CHRU Brest
Ligue contre le cancer
MSA
Infirmier académique

ENVIRONNEMENT

Energie
Air Breizh
Eau du Ponant
Guyot Environnement
Eau et Rivières de Bretagne
France Nature Environnement
Syndicat Bassin Versant

ELUS

Députée
Conseillère Départementale
du Finistère
Maire de CCPCAM
Maire de CCPCP

ENTREPRISES

ADESS
HENAFF
Cloître Imprimerie
LECLERC Scarmor

AGRICULTURE

Maison de la Bio
PAT Brest Métropole (BM)
Biocoop
Chambre d'agriculture

URBANISME

Service habitat BM
Service mobilité BM
CLCV
PPBE BM
BAPAV
ADIL
SOLIHA

LA VISION DE LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT DES ACTEURS



Enseignements clés

**Une discipline
transversale**

Un système complexe

L'affaire de tous

Le témoignage d'une
fracture

Une question médicale

Santé environnement et
bien-être, une interconnexion
évidente.

LES FREINS À LA MISE EN OEUVRE D' ACTIONS



Enseignements clés

Un manque de coordination

Un changement de paradigme

Une néo-discipline

Une gouvernance inadaptée

Des investissements incompris

Une fracture géographique

2. ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉLUS DU PAYS DE BREST



MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

459 élus interrogés, échantillonnés selon la méthode des quotas ajustée,
soit **21,5%** de la population mère

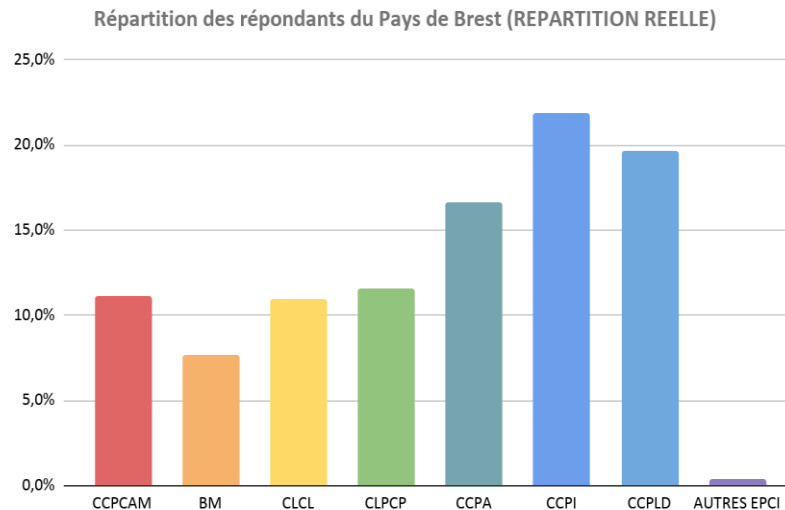
La significativité de l'échantillon est assurée à partir de 337 répondants selon la formule de détermination de la taille de l'échantillon minimal au regard de la population mère :

$$n = N/(1+Ne^2)$$

⇒ **l'échantillon est bien statistiquement significatif**
(marge d'erreur exacte de 4% à 95% de niveau de confiance)

EO : Échantillon optimal, élus à questionner
ER : Échantillon réel, élus questionnés

EPCI	Nbre élus	% élus	EO	ER	ER par EPCI	Part EPCI / ER
BM	268	12,6%	58	36	13,4%	7,8%
CCPCAM	192	9,0%	41	51	26,6%	11,1%
CCPI	399	18,7%	86	101	25,1%	22,0%
CCPLD	428	20,1%	92	90	21,0%	19,6%
CCPA	295	13,8%	64	76	25,8%	16,6%
CCPCP	277	13,0%	60	53	19,1%	11,5%
CLCL	272	12,8%	59	50	18,4%	10,9%
Autres/D29	0	0,0%	0	2	-	0,4%
Total	2131	100%	459	459	21,5%	100,0%



PORTRAIT DES ÉLUS ENQUÊTÉS



Parité de l'échantillon :
Femmes : 48,4%
Hommes : 51,6%

Une majorité de
conseillers
municipaux



**64,5% de
conseillers
municipaux**

Adjoints : 25,9%
C. communautaires : 8,6%
Maires : 6,4%

Des élus de
communes rurales
et de petites villes



**49,2% dans des
communes de
2 000 à 10 000
habitants**

< 2 000 habitants : 42,3%
10 000 - 20 000 hab : 5,2%
+ 20 000 habitants : 3,3%

Des élus en lien
avec la S-E ?



**Déclarent avoir un
métier en lien avec :**

- **la Santé 14,6%**
- **l'Envtment 13,7%**
- **la SE 10,9%**

Cela s'avère vérifiable /
profession seulement pour
14,4% d'entre eux

Un fort
renouvellement
politique



**66% effectuent
leur premier
mandat**

2ème mandat : 21,1%
3ème mandat : 6,5%
4ème mandat : 6,3%

Des élus conciliant
mandat et activité



**67% ont une
activité
professionnelle**

Cadres/prof. intel.sup : 35,6%
Employés : 32%
Prof interm. : 12,9%

2. PERCEPTION DE LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT EN TANT QUE CITOYEN



Enseignements clés

6 premiers mots représentent
52% des réponses données

Pollution d'une manière
générale (1 répondant sur 4)

Santé pour tous :
Une problématique commune
et intergénérationnelle
L'accessibilité aux soins,
notamment zones rurales.

Agriculture et alimentation :
Consommer de manière
responsable et favoriser une
agriculture raisonnée.

2.1 S-E : QUELLE IMPLICATION CITOYENNE ?

4%

des élus indiquent **ne pas s'impliquer** face aux enjeux de SE

27,8%

affirment **s'impliquer fortement** face aux enjeux de SE

68,4%

disent prêter attention et **s'intéresser personnellement** aux enjeux de SE

59,2%

désignent le **manque de temps** comme principal facteur d'un défaut de prise en compte de la SE

46,6%

Invoquent le **manque d'alternatives vertueuses** (transports en commun) comme un facteur limitant majeur / la prise en compte de la Santé-Environnement

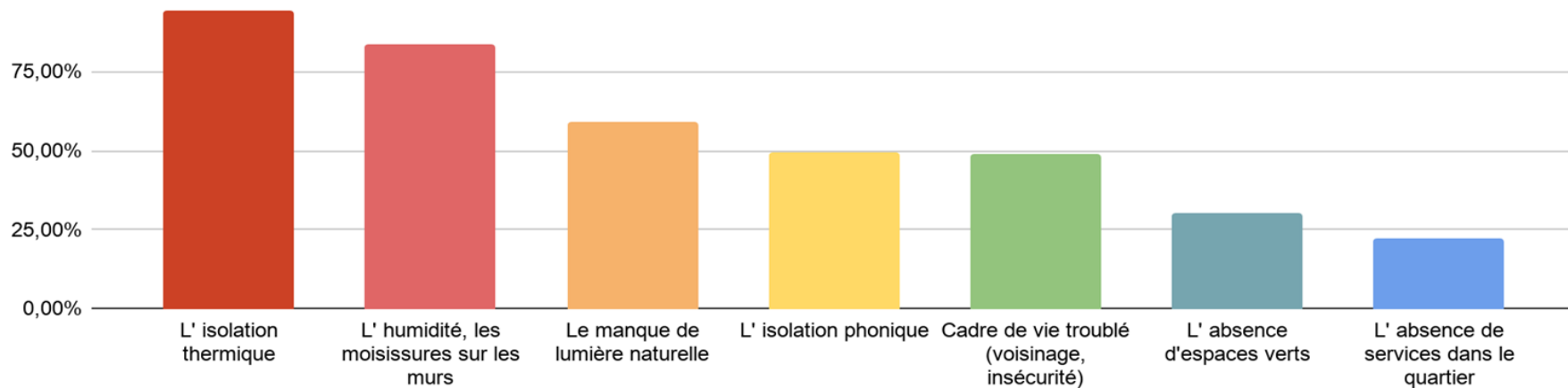
30,4%

estiment qu'un **défaut d'information** est la raison pour laquelle ils ne prennent pas davantage en compte la SE

Principales « actions » des élus / S-E :

- 1- Aère son logement (71%),
- 2- Consomme local (67%)
- 3- Pratique une activité physique (60%)

2.2 Le logement et l'habitat, une problématique bien identifiée (90%)



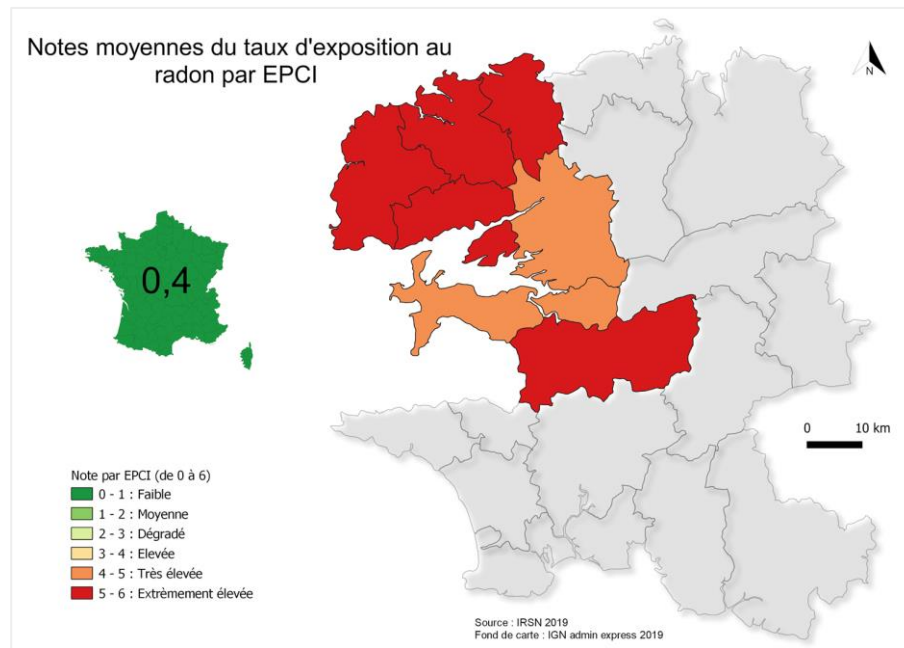
L'isolation thermique et l'humidité dans les logements : principaux déterminants dans la qualité de l'habitat

> 5% de parcs privés potentiellement indignes (PPPI) au Pays de Brest, concentrés majoritairement à BM

2.3 Un risque d'exposition au radon sous-estimé bien que très élevé

64,9% des élus ne pensent pas être concernés par les risques d'exposition liés au radon quand **83%** des communes du Pays de Brest sont classées en potentiel radon de catégorie 3

=> **Seuls 30% se sentent concernés**



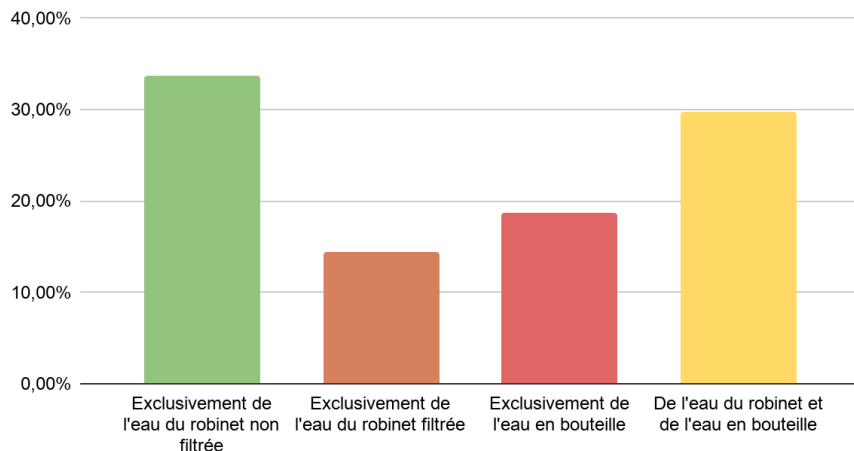
2.4 Une certaine défiance / qualité de l'eau de consommation

33,8%

consomment essentiellement de l'eau du robinet non filtrée

- Raisons écologiques
- Raisons économiques
- Question de praticité car ne nécessite pas de manutention

Type d'eau consommée au domicile



18,7%

Des répondants ne consomment que de l'eau en bouteille



- Par un manque de confiance en la qualité de l'eau du robinet et de ses composants pour **60,7% des répondants**
- Pour son éventuel mauvais goût pour 52,3% des répondants

2.5 Un faible sentiment d'exposition aux nuisances sonores

67,1%

estiment être pas ou peu exposés
aux bruits... pourtant...

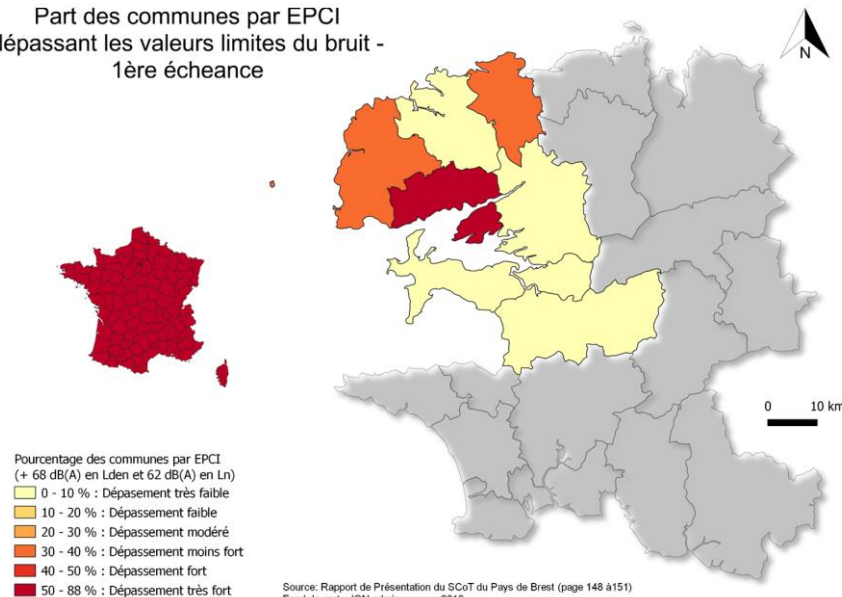
=> S'explique en partie par la
présence d'un grand nombre de
territoires ruraux

**Mais des sources de nuisances
sont toutefois évoquées :**

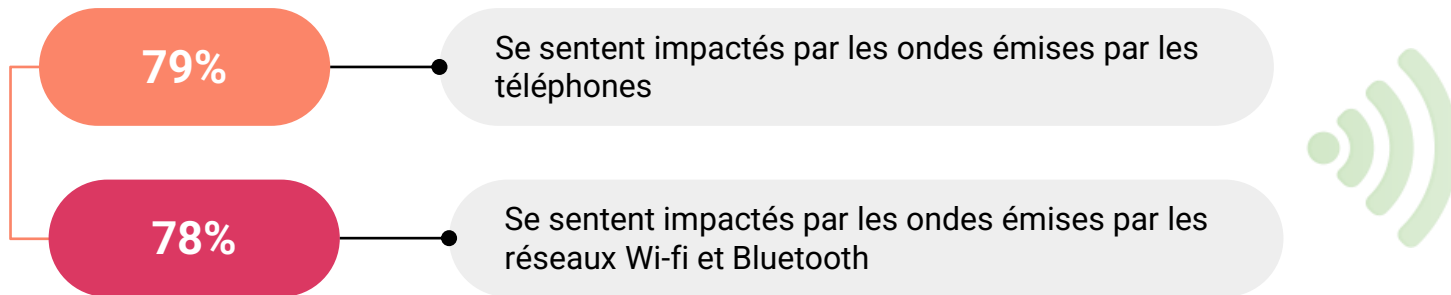


- Bruits liés aux **transports motorisés** pour Brest Métropole : **60%**
- Bruits liés aux **trains** et **avions** : **20%** pour Brest Métropole et **30%** pour la CCPLD

Part des communes par EPCI
dépassant les valeurs limites du bruit -
1ère échéance



2.6 Ondes électromagnétiques : une prise de conscience des risques pour la santé qui ne se traduit cependant pas en actions concrètes



→ Mais **71%** des répondants ne prennent aucune disposition pour réduire leur exposition.



Lié à un manque d'informations sur les réels effets d'une telle exposition :

- **67,6%** des répondants disent en **avoir entendu parler** ;
- Seulement **26,2%** estiment être **suffisamment informés** pour pouvoir **ajuster leurs pratiques**.

3.1 LA S-E & LES ENJEUX PERÇUS EN TANT QU'ÉLUS



SANTÉ ENVIRONNEMENT
NOUS AVONS TOUS LE POUVOIR D'AGIR !



- 1 Pollution
- 2 Qualité de l'air
- 3 Santé/accès aux soins
- 4 Alimentation
- 5 Qualité de l'eau
- 6 Cadre de vie
- 7 Pesticides
- 8 Bien-être



- Les 8 premiers enjeux représentent deux tiers des réponses

3.2 Des sensibilités d'élus locaux réelles mais...

Identification des enjeux



Des enjeux de SE "spécifiques au territoire de l'EPCI" pour une majorité d'élus (56,9%)

Élus vs personnes ressources



Identification des mêmes enjeux de SE... mais des hiérarchies différentes.

5 principaux enjeux "globaux" identifiés

- Pollution
- Qualité de l'air
- Santé
- Alimentation
- Qualité de l'eau

Des jeunes élus plus conscientisés ?

- ⇒ **67%** des élus de moins de 30 ans pensent que les enjeux sont spécifiques à leur territoire
- ⇒ **58%** des élus de 30 à 50 ans
- ⇒ **55%** des élus de 50 à 65 ans et de plus de 65 ans

3.2.1 Échelles territoriales et priorités...

39 % pensent ne pas avoir d'enjeux SE spécifiques à leur territoire... mais une majorité d'élus identifient des enjeux différents selon les échelles territoriales

Echelle communale

Classement des enjeux :

1. Agriculture et pesticides
2. Qualité de l'eau
3. Mobilité

Echelle intercommunale

Classement des enjeux :

1. Mobilité
2. Qualité de l'eau
3. Agriculture et pesticides

Echelle Pays de Brest

Classement des enjeux :

1. Agriculture et pesticides
2. Mobilité
3. Qualité de l'eau



L'échelle du **Pays de Brest** semble peu identifiée comme une échelle pertinente d'action, en ce qui concerne les enjeux de santé-environnement. Un nombre non négligeable de personnes ressources interrogées envisageaient davantage les enjeux de SE à une échelle globale (mondiale), nationale, régionale ou encore départementale (Finistère) => **il existe manifestement un problème d'identification d'échelle territoriale pour répondre aux enjeux SE.**

3.2.2 Transports, mobilité, alimentation et assainissement : les actions les plus citées...

70%

des élus déclarent avoir connaissance d'actions en SE menées sur leur territoire mais le niveau de connaissance diverge selon l'EPCI de l'élu.



Principaux domaines d'actions et leur nature

3.2.3 Acculturation, accompagnement et capacité à intégrer les enjeux : un triptyque pour le moins perfectible !

Domaines dans lesquels les répondants se sentent le plus en capacité d'intégrer les enjeux dans les prises de décisions		Domaines dans lesquels les répondants se sentent le mieux formés ou informés		Domaines dans lesquels les répondants estiment être le mieux accompagnés	
Alimentation	26,70%	Alimentation	23,30%	Assainissement	9,60%
Habitat	25,80%	Transports et mobilité	20,90%	Transports et mobilité	8,90%
Transports et mobilité	24,70%	Isolation	19,10%	Isolation	8,90%

Enjeux

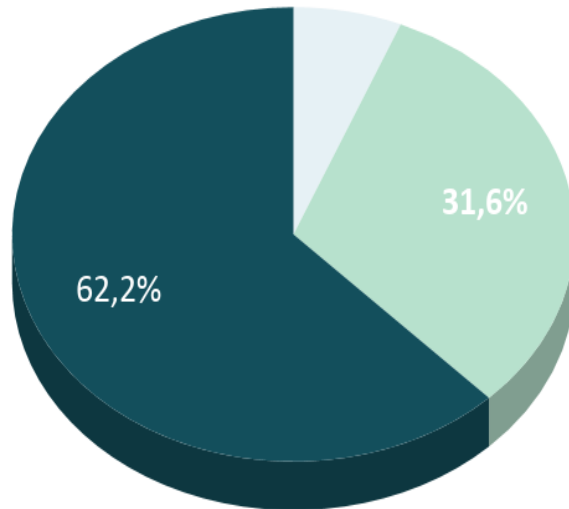
Acculturation et accompagnement des élus dans le domaine de la SE

Domaines dans lesquels les répondants se sentent le moins en capacité d'intégrer les enjeux dans les prises de décisions		Domaines dans lesquels les répondants se sentent le moins bien formés ou informés		Domaines dans lesquels les répondants estiment être le moins bien accompagnés	
Les odeurs	89,8%	Les odeurs	89,8%	Les odeurs	94,9%
Les nuisances sonores	89,3%	Les nuisances sonores	87,6%	Les nuisances sonores	94,9%
La pollution de l'air	85,1%	La lutte contre l'habitat indigne	86,7%	La lutte contre l'habitat indigne	93,1%

3.2.4 Une implication déclarée modeste et mal définie :

En tant qu'élu(e), avez-vous déjà participé activement à certaines actions de Santé-Environnement ?

- Non-réponse
- Oui
- Non



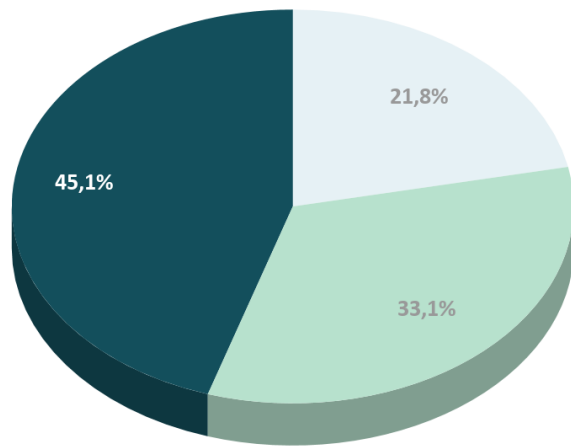
Principaux domaines d'actions

1. Eau et assainissement (20%)
2. Mobilité (14%)
3. Alimentation (13%)
4. Urbanisme (12%)
5. Environnement (8%)
6. Petite enfance (7%)
7. Habitat (5%)

3.2.5 Des freins à l'action politique en Santé-environnement ?

45.1% déclare **ne pas identifier** de freins spécifiques qui limiteraient la mise en œuvre d'actions santé-environnement sur leur territoire (cependant de nombreuses personnes ressources en identifiant)

● Non-réponse
● Oui
● Non



33,1% identifient des freins

Les principaux freins

- 1 Déficit de sensibilisation des populations
- 2 Déficit d'accompagnement en ingénierie et en moyens financiers
- 3 Manque de sensibilisation des acteurs socio-économiques
- 4 Manque de mobilisation des élus

3.3.1 Quelles priorités ? « Connecter et coordonner l'écosystème local »

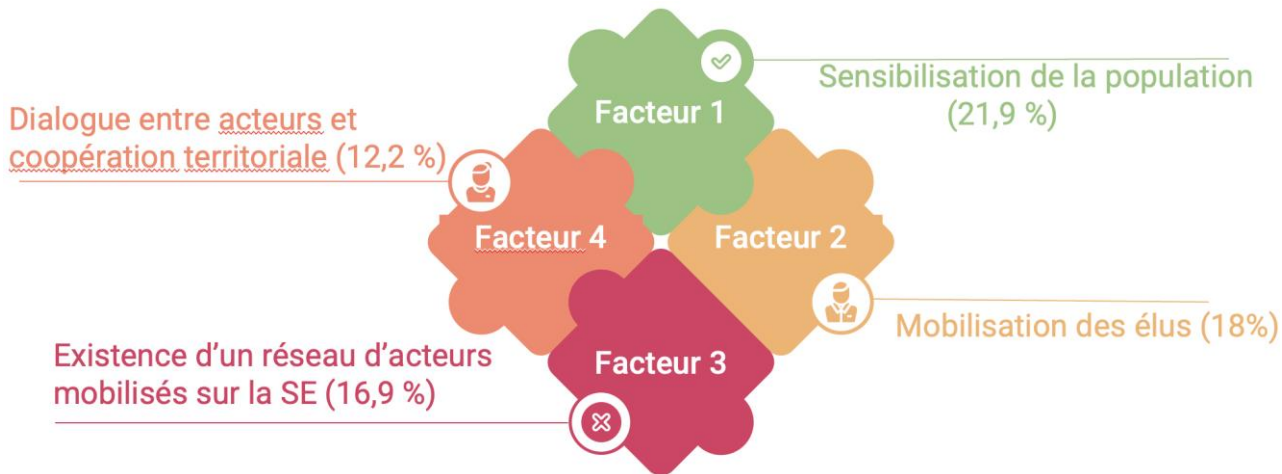
“ L'objectif est de mettre en œuvre des actions pertinentes et de les coordonner de manière efficace en intégrant un pilote “ personne ressource interrogée le 17/11/2020

32 %

Près d'un tiers des **élus** parle de la nécessité de **favoriser le dialogue** entre tous les acteurs

11 %

Seulement **un élu sur dix** identifie l'intérêt d'une **coopération de type vertical**, en lien avec des structures administratives décentralisées ou déconcentrées



3. 2.2 Une mise en œuvre locale à structurer dans le cadre d'une démarche globale

32 %

l'intercommunalité constituerait l'acteur le plus en capacité d'agir sur des questions de santé-environnement

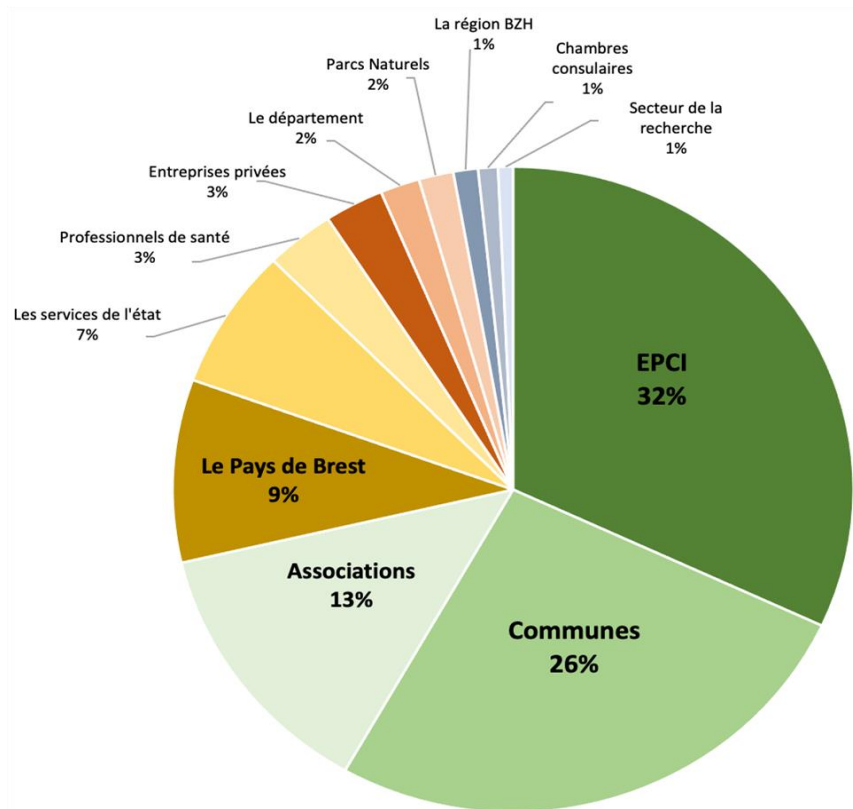
Les échelles de coopération

Les **services de l'Etat** des structures d'appui essentielles qui pourraient jouer le rôle de facilitateur

Le **Département du Finistère** et la **Région Bretagne** : des structures de coopération évidentes

Les **échelles communale et intercommunale** sont fréquemment évoquées (13% et 11.5%)

Les acteurs de l'actions



4. Alors quelles priorités d'action demain?

17%

des élus ont connaissance d'actions qui pourraient être une source d'inspiration pour leur territoire

D'après les « Personnes Ressources »



D'après les « Élus »



Pour une transition encadrée socialement qui ne néglige pas les “petits commencements” et l'équité territoriale, cela passant par une sensibilisation collective et une gouvernance adaptée

=> Une certaine unité de vue mais exprimée différemment, plus « globale & qualité de vie » pour les PR, plus « vécue » et en lien avec des sensibilités dues aux compétences électives pour les élus



Quelques premiers enseignements...

=> Importance d'adopter une démarche réflexive

=> Sensibiliser & conscientiser le plus grand nombre

=> Coordonner l'approche « PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL »

=> Mise en œuvre d'une gouvernance adaptée

=> ...